

## FICHE DE POSTE /EXPERT(E) NATIONAL(E)

### Intitulé du poste :

Expert(e) national(e) – Spécialiste C4D, pour l'élaboration de contenus/messages impactants de sensibilisation sur la migration irrégulière et la traite des êtres humains.

### Domaine :

Migration, TEH, Protection, Gouvernance.

### Lieu de la mission :

République de Guinée – Conakry et régions d'intervention du projet.

### Durée et période de la mission :

Mission ponctuelle de 60 jours. Prévision : Août-Octobre 2025.

### Langue de travail :

Français

### PRÉSENTATION D'EXPERTISE FRANCE :

Établissement public placé sous la double tutelle du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et du ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance, Expertise France est l'agence française de coopération technique internationale. Elle a été créée par la loi du 7 juillet 2014 relative à la politique de développement et de solidarité internationale.

Agence publique, Expertise France est une filiale du groupe Agence française de développement (groupe AFD). Deuxième agence par sa taille en Europe, elle conçoit et met en œuvre des projets qui renforcent durablement les politiques publiques dans les pays en développement et émergents. Elle intervient sur des domaines clés du développement et contribue aux côtés de ses partenaires à la concrétisation des objectifs de développement durable (ODD).

Expertise France répond aux besoins d'expertise des pays partenaires dans les principaux domaines de l'action publique : gouvernance démocratique, économique et financière ; paix, stabilité et sécurité climat, biodiversité et développement durable ; santé et développement humain. L'égalité de genre est au cœur de son action, à travers son intégration dans tous les projets qu'elle met en œuvre.

Expertise France est un acteur de terrain qui développe des solutions innovantes répondant aux besoins de ses partenaires et aux attentes des bailleurs de fonds. Promouvant le transfert de savoir-faire et le dialogue entre pairs, nos interventions visent à renforcer les capacités des pays partenaires à définir et mettre en œuvre des politiques publiques de qualité.

### PRÉSENTATION DU PROJET AMIS :

Pour répondre aux différents enjeux liés à la migration, la Guinée a développé la **Politique Nationale de Migration de la Guinée (PNM)** dans le but d'assurer une gouvernance de la migration telle que promue par le **Pacte Mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (PMM)**. Adoptée en septembre 2021, la PNM est pilotée par le Ministère des Affaires Étrangères, de la Coopération Internationale, de l'Intégration Africaine et des Guinéens établis à l'Étranger (MAE IAGE), à travers la Direction Générale des Guinéens établis à l'Étranger (DGGE) qui coordonne les acteurs et les interventions. C'est dans ce contexte et pour appuyer la mise en œuvre de la PNM, que le projet **AMIS (Accompagnement, Mobilité, Insertion & Sensibilisation)** a été élaboré sur la dynamique de l'initiative "**Réintégrer – Gestion des migrations en Guinée**", financée par l'Union européenne, qui

visé à améliorer la gestion de la migration, à travers la coordination des services en charge, la diffusion de l'information, la sensibilisation pour le changement de comportement et la réintégration durable et inclusive des personnes migrantes de retour en Guinée.

« AMIS » s'aligne sur la Stratégie pour la réintégration durable énoncée dans le *Staff Working Document (SWD)* pour le retour et la réintégration durable, ainsi qu'aux priorités de la communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil pour renforcer la coopération en matière de retour et de réadmission dans le cadre d'une politique migratoire de l'Union équitable, efficace et globale. Le projet est conjointement mis en œuvre par **Enabel** et **Expertise France** en étroite collaboration avec la DGGE.

## CONTEXTE DE LA MISSION :

La Guinée, historiquement marquée par la mobilité humaine héritée des pratiques anciennes de ses communautés d'éleveurs et de commerçants, est aujourd'hui un pays d'émigration, avec une évolution notable des chiffres et pratiques. La migration guinéenne a longtemps été influencée par des raisons professionnelles, politiques et culturelles, mais ces dernières années, elle est devenue principalement économique, surtout parmi les jeunes. La majorité migre vers l'Afrique de l'Ouest, dans le cadre de la CEDEAO, mais certains visent l'Europe ou l'Amérique. En effet, tandis que l'Afrique restait la principale destination jusqu'aux années 90, l'Europe a émergé comme une destination importante dès les années 2000. Depuis cette période, le phénomène de la migration irrégulière vers l'Europe demeure une préoccupation qui nécessite une coopération entre les pays d'origine, de transit et de destination ainsi que les partenaires nationaux et internationaux. La population guinéenne à l'étranger est passée de 350 000 personnes au début des années 1990 à plus de 6 millions en 2024 <sup>1</sup>.

Comme souligné ci-dessus, les motivations de cette migration sont principalement économiques mais aussi académiques (avec 8 % des étudiants guinéens partant à l'étranger).

Qui parle de migration irrégulière, parle aussi de retours qui prennent plusieurs formes en fonction des pays et des acteurs en présence. Si la plupart des retours sont spontanés, souvent pour des raisons personnelles, familiales ou professionnelles, il est à noter aussi des opérations de rapatriement déclenchées par les pays d'accueil, de transit et/ou d'origine. Ainsi, le MAE/AGE, chargé de la coordination de la gouvernance migratoire en République de Guinée, à travers la DGGE avec l'appui des partenaires, a depuis septembre 2021, facilité le retour de près de (28.000) migrants guinéens dont la grande majorité d'entre eux étaient en situation difficile en Algérie, au Maroc, au Niger, en Tunisie, en Libye, en Egypte, en Mauritanie et dans des pays européens. Cependant, malgré les interventions des partenaires techniques et financiers, les mouvements de retour, l'assistance post-retour et la lutte contre la migration irrégulière, le trafic des migrants et TEH enregistrent des résultats somme toute mitigés au regard de l'ampleur du phénomène et des défis connexes.

Face à la persistance des récits trompeurs sur la migration irrégulière et le manque d'information fiable auprès des jeunes, des femmes et des groupes vulnérables, il est apparu essentiel de disposer d'une stratégie de sensibilisation/prévention fondée sur des données probantes, et des contenus adaptés, validés, largement diffusés et répondants aux réalités socioculturelles. C'est dans cette perspective que cette étude est prévue pour permettre de mieux comprendre les besoins

---

<sup>1</sup> Selon les données de la Direction Générale des Guinéens établis à l'Étranger (DGGE)

d'information des groupes cibles et de concevoir des messages percutants à diffuser via des formats attractifs.

L'équipe projet d'Expertise France, en étroite collaboration avec la DGGE et le comité national de lutte contre la traite des personnes et des pratiques assimilées (CNLTPPA), identifiera un expert (e) national (e) qui sera en charge de concevoir des messages et des contenus de sensibilisation et, de réaliser des supports de communication pour le changement de comportement (prévention et sensibilisation), dans une logique de capitalisation et d'impact à long terme. Les contenus produits devront permettre d'informer, prévenir, sensibiliser et dissuader les comportements à risques, tout en mettant en lumière les alternatives existantes à la migration irrégulière, ainsi que les voies de recours contre la TEH. Les messages et contenus devront être conçus dans des langages accessibles et usités, en plusieurs langues locales si nécessaire, avec des supports attractifs et adaptés aux plateformes de diffusion ciblées.

## OBJECTIF GÉNÉRAL DE LA MISSION

Evaluer et réviser la stratégie nationale de campagnes d'information et de sensibilisation pour la lutte contre la TEH en Guinée, à travers l'identification, la conception et l'appui à la diffusion de contenus/messages pertinents et adaptés aux contextes et publics cibles.

### Objectifs spécifiques :

- Réaliser une cartographie de l'existant et procéder à une révision approfondie des actions et supports de communication antérieurement mis en œuvre, en identifiant les besoins actuels, en information et en communication des cibles prioritaires (jeunes, parents, enseignants, migrants de retour...);
- Définir et ajuster les types de contenus à produire (vidéos, mini-documentaires, capsules radio, infographies, podcasts, messages de prévention...) en s'appuyant sur les retours d'expérience, les tendances actuelles en C4D et les réalités socioculturelles du pays ;
- Réexaminer les canaux et supports de diffusion les plus efficaces selon les cibles : radios rurales, TV, réseaux sociaux, plateformes communautaires, communication de proximité... ;
- Élaborer les TDRs pour le recrutement des prestataires chargés de la production et/ou de la diffusion des contenus ;
- Appuyer le processus de sélection des prestataires ;
- Accompagner techniquement la production des contenus et valider leur conformité ;
- Documenter le processus et formuler des recommandations concrètes pour les futures campagnes

## RÉSULTATS ATTENDUS

- Un rapport de diagnostic est produit à l'issue d'une revue critique des campagnes et contenus existants, intégrant une cartographie précise de l'écosystème de communication et une identification des besoins actuels ;
- Une stratégie de communication pour le changement révisée, contextualisée et orientée vers les résultats est conçue, validée et prête à être opérationnalisée ;
- Des TDRs sont rédigés pour le recrutement des prestataires de production et de diffusion ;
- Les supports de diffusion adaptés aux contextes et cibles sont identifiés ;
- Les prestataires sont sélectionnés ;
- Les contenus et messages produits sont validés ;
- Un rapport final documente les résultats de la mission, les bonnes pratiques et les pistes d'amélioration.

## MÉTHODOLOGIE PROPOSÉE

La mission reposera sur une approche mixte, combinant des méthodes qualitatives et quantitatives, afin de garantir une compréhension fine des représentations sociales, des attentes informationnelles et des canaux de communication pertinents pour chaque contexte et public cible.

- Revue documentaire : analyse des documents existants sur la migration irrégulière et la TEH (études, rapports, campagnes antérieures, supports de communication...)
- Identification des parties prenantes : cartographie des acteurs-clés (ministères, OSC, médias, leaders communautaires, jeunes, migrants de retour...) à consulter dans le cadre de l'étude et la production des contenus/messages ;
- Affinement des outils : élaboration de guides d'entretien, questionnaires, grilles d'observation...validés par l'équipe projet ;
- Collecte des données : entretiens semi-directifs (individuels) avec des institutions nationales, des acteurs de terrain, des communicants, des journalistes, des migrants de retour et des leaders communautaires ;
- Focus groups : organisation de discussions de groupe avec différentes cibles (jeunes, femmes, parents, enseignants, OSC, migrant de retour) dans plusieurs zones géographiques (urbaines et rurales) ;
- Observation des pratiques médiatiques : analyse des formats, langages et supports produits localement ;
- Mini-enquête quantitative sur le terrain : recueil d'opinions sur les canaux d'information privilégiés, les formats jugés crédibles et le niveau de connaissance sur la migration et la TEH ;
- Analyse des données : analyse des contenus des entretiens et focus groups pour faire émerger les représentations, perceptions, stéréotypes et freins cognitifs à la prévention ;
- Typologie des contenus pertinents selon les contextes et cibles (récits personnels, vidéos éducatives, messages courts, images fortes et formats immersifs) ;
- Analyse SWOT des canaux de diffusion (points forts, faibles, opportunités et menaces des radios communautaires, réseaux sociaux, TV, presse écrite, théâtre de rue) ;
- Cartographie stratégique croisant différents types de messages, formats recommandés, canaux de diffusion et publics cibles ;
- Proposition d'une stratégie de communication intégrée (incluant messages clés, storytelling, périodicité, supports techniques recommandés) ;
- Présentation des résultats lors d'un atelier de restitution avec les parties prenantes pour discussion et validation collective.

L'implication de toutes les parties prenantes à toutes les étapes, afin de favoriser l'appropriation des contenus et la durabilité des acquis est un impératif.

L'expert(e) national(e) travaillera en étroite collaboration avec l'équipe projet et la partie nationale.

## PROFIL RECHERCHÉ

- Diplôme universitaire (Bac+5 minimum) en communication (Spécialiste en C4D), journalisme, sciences sociales ou tout autre domaine pertinent ;
- Expérience confirmée (au moins 10 ans) dans la conception et la mise en œuvre de campagnes de communication et/ou projets de sensibilisation à fort impact ;
- Bonne connaissance des enjeux liés à la migration, à la traite des êtres humains et aux dynamiques socioculturelles et anthropologiques en Guinée ;

- Excellente maîtrise des outils de communication sociale, digitale et communautaire ;
- Excellentes capacités rédactionnelles et analytiques ;
- Capacité à travailler en coordination avec divers acteurs (ministères, OSC, agences, médias) ;
- Connaissance des principales langues locales souhaitée ;
- Sens de la pédagogie, de l'écoute et de la neutralité ;
- Sensibilité aux questions de genre, inclusion et diversité ;

## LIVRABLES ATTENDUS

- Note de Cadrage/Méthodologique validée ;
- Questionnaire(s), guides d'entretien et échantillonnage ;
- Rapport d'implémentation complet avec analyse des indicateurs de portée et d'engagement avec annexes ;
- Base de données de contenus ;
- Prototypes de contenus adaptés (extraits de script, vidéos montées, spots, visuels HD formats courts réseaux sociaux, infographies...) ;
- Plan stratégique de communication opérationnel validé ;
- Rapport narratif final incluant les recommandations d'ajustement pour les campagnes futures.

## SUPERVISION ET COORDINATION

L'expert (e) national (e) sera directement supervisé(e) par l'équipe projet basé à Conakry. Il/elle collaborera étroitement avec le CNLTPPA. Des réunions de cadrage, de suivi et de restitution seront organisées avant, pendant et après la mission afin de garantir la qualité et la pertinence des livrables. Un comité de validation sera mis en place pour valider chaque livrable stratégique.

## CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES

La sélection du candidat se fera en deux phases : une présélection sur dossier, suivie d'un entretien technique avec le candidat présélectionné. Les dossiers seront évalués selon les critères suivants :

Critères	Pondération
Compétences/expériences du/de la candidat(e) en lien avec la mission d'expertise	40 %
Compréhension par le/la candidat(e) des enjeux du projet et de la mission	20 %
Formation/diplômes du/de la candidat(e) en lien avec la mission d'expertise	10 %
Offre financière	30 %
Total	100%

## MODALITÉS DE CANDIDATURE

Les candidat(e)s intéressé(e)s doivent soumettre :

- Un CV actualisé ;
- Une proposition technique comprenant la compréhension de la mission, une note méthodologique incluant les outils de collecte et d'analyse à utiliser (max. 3 pages) expliquant l'approche proposée, un plan de travail détaillé ;
- Trois attestations de bonne exécution des réalisations similaires avec les liens des dites études ;
- Une offre financière précisant le taux journalier en euros, toutes taxes comprises.

# TERMES DE RÉFÉRENCE

Les candidatures doivent être envoyées au plus tard le **15 août 2025**

**Expertise France est respectueuse de l'égalité des chances et encourage vivement les candidatures féminines.**

**NB : Veuillez noter que seul(e)s les candidat(e)s retenu(e)s seront contacté(e)s.**